

En 2009, se rassembler pour un autre monde possible.

L'année 2009 commence sous le signe de l'injustice. Réussirons-nous à nous rassembler pour y résister ?

Injustice planétaire quand, face à la crise globale, 2000 milliards de dollars sont injectés par les états des pays riches pour « relancer l'économie » dans la même impasse libérale, alors que 5% de cette somme permettrait de résoudre le problème de la faim et de l'éducation dans le monde. Injustice en France où le cap des réformes libérales est confirmé et le chômage repart à la hausse, notamment chez les jeunes de plus en plus précarisés, alors que la politique Sarkozy porte l'âge de la retraite à 70 ans et supprime systématiquement des emplois publics. Enfin injustice en Palestine où, au mépris des conventions internationales, la surpuissante armée israélienne avec la complicité des USA et de l'Union Européenne, bombarde et envahit la population enfermée dans la bande de Gaza, population coupable d'avoir démocratiquement élu de mauvais représentants. Et l'Onu reste impuissante. Face à ces injustices, l'action citoyenne reste un moyen efficace et Attac Pays d'Aix proposera encore des initiatives d'information et éducation populaire mais aussi d'intervention publique et d'action, souvent en partenariat avec d'autres associations.

En réponse à la crise globale, le Forum Social Mondial, organisé cette année à Bélem, sera élargi notamment jusqu'à Aix avec, le 31 janvier, un évènement « L'Arbre aux services publics » à la Rotonde, co-organisé par Attac pays d'Aix et Fac verte, mais nous attendons aussi la participation des syndicats des services publics. Cette action permettra aux citoyens d'écrire leurs doléances en France et en Europe, mais aussi de s'associer au FSM par visioconférence.

Auparavant le 15 janvier, Gus Massiah,

président du CRID, membre du conseil international du Forum Social Mondial, et ancien vice président d'Attac viendra animer notre réunion publique au Ligourès sur le thème "Dangers et opportunités face à la crise du capitalisme". Pour revenir à l'action, la journée du 29 janvier permettra l'expression du rejet de la politique imposée en France par le représentant de la droite décomplexée. Ce jour-là, tous les salariés public-privé, tous les jeunes et tous les exclus auront l'occasion de marquer un coup d'arrêt aux politiques libérales, charge aux forces d'alternatives, dont Attac, de proposer un prolongement à ce mouvement de fond. Enfin Attac invite ses adhérents et sympathisants à participer aux manifestations qui seront certainement organisées en solidarité avec les peuples victimes des politiques de domination et d'injustice, dans le contexte actuel avec le peuple Palestinien. Nous terminons cet édito en vous rappelant un des articles de la Charte des principes du Forum Social Mondial dont Attac est un acteur majeur : (art 10) *Le Forum Social Mondial s'oppose à toute vision totalitaire et réductrice de l'économie, du développement et de l'histoire, et à l'usage de la violence comme moyen de contrôle social par l'État. Il y oppose le respect des Droits de l'Homme, la véritable pratique démocratique, participative, par des relations égalitaires, solidaires et pacifiques entre les personnes, les races, les sexes et les peuples, condamnant toutes les formes de domination comme l'assujettissement d'un être humain par un autre.*

Comme chaque début d'année nous vous invitons à vous acquitter de votre adhésion 2009, sans laquelle Attac ne pourrait plus fonctionner. A très bientôt donc, nous comptons toujours sur vous !

Gérard Guieu et Valérie Brûlant

Les Conférences

**Jeudi 15 janvier 2009
à 19h00 au Ligourès**

**Conférence débat avec
Gustave Massiah,
Le Forum Social Mondial
(FSM) face aux dangers
et opportunités de la crise**

**Lundi 9 février 2009
à 18h00 à l'IEP**

**Conférence débat avec
Anicet Lepors.
Services Publics, chronique
d'une mort annoncée
ou alternative à la
marchandisation du monde?
Amphi Cassin, IEP,
25 rue Gaston Saporta, Aix**

**Lundi 16 février 2009
à 18h00 à l'IEP**

**Conférence débat avec
Philippe Corcuff,
Sociologies de l'individualisme
et nouvelles critiques du
capitalisme –
Le néolibéralisme contre l'épanouissement individuel
Amphi Cassin, IEP,
25 rue Gaston Saporta, Aix**

**Jeudi 26 mars 2009 à partir
de 18h30 au Ligourès
Assemblée Générale
d'Attac pays d'Aix**

Agenda janvier février mars 2009

Jeudi 15 janvier 2009

à 19h00 Attac au Ligourès

Le Forum Social Mondial (FSM) face aux dangers et opportunités de la crise avec Gustave Massiah, membre du Conseil scientifique d'Attac, du Conseil International du FSM et du CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement)

Maison des associations, Le Ligourès, place Romée de Villeneuve, Encagnane - Aix en Pce.

Samedi 31 janvier 2009 de 10h à 17h

Forum Social Mondial 2009,

Belém - Aix en Provence

Arbre aux services publics. Lire p.3

Place de la Rotonde, Aix en Pce

Mardi 3 février 2009 à 19h30

Attac au Jas de Bouffan

Main basse sur les terres agricoles avec des extraits de documentaires

Salle Le Cèdre à l'AGESA, av du Deffens, au Jas de Bouffan - Aix en Pce.

Lundi 9 février 2009 à 18h00

Conférence débat à l'IEP

« Les Services Publics, chronique d'une mort annoncée ou alternative à la marchandisation du monde? » avec Anicet Lepors, Lire p.2 IEP, 25 rue Gaston de Saporta - Aix en Pce

Jeudi 12 février 2009 à 19h00

Attac au Centre socio culturel Jean Paul Coste

Echange sur l'économie avec Renaud Gallimard

Salle "Espace Jeunes"- Centre socio culturel Jean Paul Coste -217 av J-P Coste - Aix en Pce.

Lundi 16 février 2009 à 18h00

Conférence débat à l'IEP

« Sociologies de l'individualisme et nouvelles critiques du capitalisme - Le néolibéralisme contre l'épanouissement individuel » avec Philippe Corcuff, membre du conseil scientifique d'Attac et co-fondateur des universités populaires de Lyon et Nîmes. Lire p.2

IEP, 25 rue Gaston de Saporta - Aix en Pce

Jeudi 19 février 2009 à 19h00

Attac au Ligourès

"Les coopératives ouvrières: une réponse à la mondialisation?" à partir de l'exemple de la coopérative de Mondragon au pays basque espagnol avec Joël Martine

Maison des associations, Le Ligourès, place Romée de Villeneuve, Encagnane - Aix en Pce.

Mardi 3 mars 2009 à 19h30

Attac au Jas de Bouffan

Les LBO, technique financière permettant le rachat d'une entreprise par des fonds d'investissement à l'aide d'un endettement important, emprunt qui sera remboursé grâce aux bénéfices de l'entreprise cible. avec le documentaire "LBO, les insoumis".

Salle Le Cèdre à l'AGESA, av du Deffens, au Jas de Bouffan - Aix en Pce.

Jeudi 12 mars 2009 à 19h00 Attac au Centre

socio culturel Jean Paul Coste

Echange sur l'économie avec Renaud Gallimard

Salle "Espace Jeunes"- Centre socio culturel Jean Paul Coste -217 av J-P Coste - Aix en Pce.

Jeudi 26 mars 2009 18h30

Assemblée Générale d'Attac pays

d'Aix au Ligourès

Maison des associations, Le Ligourès, place Romée de Villeneuve, Encagnane - Aix en Pce.

Préparation des réunions publiques (Jas et Ligourès) : M et J Fourny 04 42 21 65 45

Stand marché Richelme samedi à partir de 10h00 : Gérard Amy 04 42 59 19 17

Stand marché Bois de l'Aune (Jas) samedi à partir de 10h30 : J.et M Fourny 04 42 21 65 45

Tractage : Raymonde Lagune 06 20 23 30 20

Responsable fichier adhérents : Valérie Brûlant 06 77 74 58 85

**S
T
A
T
I
S
T
I
Q
U
E**

Contact presse : Gérard Guieu 06 72 49 75 39

Echanges sur l'économie avec Renaud

Gallimard : 2^{ème} jeudi du mois à 19h00,

Centre JP Coste

contact : Madeleine Liotier au 04 42 27 33 49

Groupe de Travail Dette : réunion les 1^{er} lundi

du mois à 19h30 chez Raymonde Lagune

04 42 96 66 46

Bienvenue aux adhérents d'Attac pays Salonnais

Faute de militants pour l'animer, le comité local Attac pays Salonnais s'est arrêté. Les différentes communes ont été réparties entre les comités locaux d'Arles, Marseille et pays d'Aix selon des critères géographiques mais aussi avec l'objectif de ne pas mettre un comité en difficulté par un territoire trop étendu ou trop de communes à gérer. Les communes suivantes sont désormais rattachées à Attac pays d'Aix : Alleins, Aurons, Charleval, Coudoux, La Barben, la Fare les Oliviers, Lambesc, Lançon de Provence, Mallemort, Pélissanne, Salon

de Provence et Vernègues. Par contre, rien n'empêche, s'il le souhaite, un adhérent d'être rattaché individuellement à Arles ou Marseille. C'était déjà le cas de plusieurs adhérents de Lambesc qui s'étaient rattachés à Aix simplement en nous envoyant leur bulletin d'adhésion. Salon nous a remis la liste des adhérents 2006, 2007 et 2008. Attac France a été mise au courant de cette nouvelle répartition. Bienvenue donc aux adhérents de ces communes.

Valérie Brûlant

Conférence débat avec Anicet Lepors

Lundi 9 février 2009 à 18h00

Grand Amphi IEP d'Aix, rue Gaston Saporta

Les Services Publics, chronique d'une mort annoncée ou alternative à la marchandisation du monde ?

Réunion co-organisée par :

Les Amis du Monde Diplomatique, Attac pays d'Aix les étudiants du "Comité Jean Jaurès" de l'IEP, l'Observatoire de la Laïcité du Pays d'Aix, Vivent les Services Publics L'actualité des services publics en France et dans le monde

Une longue tradition française fait des services publics le principal vecteur de l'intérêt général qui ne se confond pas, dans notre pays, avec la somme des intérêts particuliers. Ils doivent faire face aujourd'hui à une offensive sans précédent, par le moyen de privatisations, de déréglementations, de révision générale des politiques publiques alors même que, de toute part, on en appelle à un retour de l'État. Mais l'actualité des services publics ne vaut pas seulement pour la France. La recherche du bien commun est une exigence qui s'exprime aujourd'hui au niveau mondial. Le XXI^e siècle doit et pourrait être l' « âge d'or » du service public.

Anicet Lepors

Conférence débat avec Philippe CORCUFF

Lundi 16 février 2009 à 18h

Grand amphi de l'IEP d'Aix, rue Gaston Saporta

« Sociologies de l'individualisme et nouvelles critiques du capitalisme - Le néolibéralisme contre l'épanouissement individuel »

Philippe Corcuff est membre du conseil scientifique d'Attac et co-fondateur des universités populaires de Lyon et Nîmes.

Co-organisation : Attac pays d'Aix, l'Université Populaire et citoyenne du Pays d'Aix et le comité Charles de Gaulle de l'IEP. « On a l'habitude, du côté des critiques du capitalisme, de mettre en cause "les dégâts de l'individualisme" au nom des solidarités collectives détruites par le néolibéralisme. A partir des travaux actuels en sciences sociales sur l'individualisme contemporain, Philippe Corcuff proposera un voie opposée, en soulignant combien les individualités blessées par les promesses de réalisation de soi non tenues par la société marchande constituent une source importante de frustrations et de désirs susceptibles d'alimenter un nouvel anticapitalisme. Cela passera par une relecture de Marx, réévaluant la place de l'individualité dans son œuvre ».

Forum Social Mondial 2009, Belém - Aix en Provence : L'Arbre aux Services publics.

Qu'est-ce que le Forum Social Mondial (FSM) ? Le FSM est un espace où les mouvements sociaux, réseaux et ONG s'articulent, échangent, créent des liens, où la société civile s'organise pour formuler des propositions. Depuis sa première édition à Porto Alegre en 2001, les FSM se succèdent et sont en passe de devenir un processus par lequel les îlots de résistance au capitalisme financier deviennent des archipels.

Les forums décentralisés. Tout le monde ne peut se déplacer au loin, et en 2008 le FSM a été décentralisé dans le monde entier, y compris à Aix, où Attac Pays d'Aix fut un des organisateurs du forum qui s'est tenu à l'Ecole d'Art précédé de batucadas déambulantes à travers la ville.

Le prochain ... Le prochain FSM se tiendra à Belém (Brésil) et l'Amazonie sera sous les projecteurs. Dans le monde entier des manifestations s'organisent pour lui faire écho. Entre les militants des différents continents, des communications s'établissent déjà, par le biais d'espaces électroniques. Ainsi Attac Pays d'Aix a déjà pu ouvrir une page pour Aix-en-Provence.

Ce qui se prépare ici : "l'Arbre aux Services Publics". En écho au FSM, Attac Pays d'Aix et Fac Verte ont pris l'initiative d'une action pour **défendre, reconquérir et développer nos Services Publics**. Cette action de rue est non seulement insolite, esthétique, pacifique... elle est surtout très mobilisatrice. Un arbre est choisi comme symbole (espèce fragile, menacée, vivant sur l'espace public...). Les passants sont invités à formuler leurs souhaits, vœux ou doléances en direction de l' élu(e) de leur choix, quant aux Services Publics de La Poste, de l'Hôpital, du Rail, de l'Ecole, de l'Université, de l'Eau, de l'Energie... et le dispositif est tel que ces revendications sont portées bien haut jusqu'à se faire entendre. Nous vous invitons à en consulter la description à la page <http://openfsm.net/people/GillesM/fr> comportant explications et photographies.

LE RENDEZ-VOUS !... Nous prévoyons de nous retrouver avec les syndicats et usagers de tous les Services Publics :

le 31 janvier 2009, sur la place de la Rotonde, de 10h à 17h.
Des percussions (Pulsa Batouk) feront un parcours en ville jusqu'au lieu choisi.

Une déclaration publique sera prononcée en présence de la presse locale.

...sera en lien direct avec le FSM. Une connexion temps réel nous mettra en relation (visioconférence) avec les militants assemblés à Belém. L'écho du Forum Social Mondial sera ainsi sensible jusque dans notre ville, l'espoir nous vient de BELEM et nous lui répondrons !

Pour l'intérêt général, pour l'accès aux droits et leur plein exercice, et contre les politiques de privatisations assoiffées de bénéfice court terme :

Le 31 Janvier, soyez en nombre auprès de "l'Arbre aux Services Publics".

Chacune et chacun, vous pourrez y manifester concrètement votre attachement à nos Services Publics.

G. M.

Le 10 décembre 2008 a été célébré le 60^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Ce texte énumère non seulement les droits civils et politiques des personnes, mais aussi les droits sociaux et économiques (droit à l'éducation, à la santé, au logement, à l'alimentation, à l'habillement, aux soins médicaux, à la sécurité en cas ... de perte de ses moyens de subsistance, à la culture...). Cette énumération montre bien qu'il n'a qu'une valeur proclamatoire et qu'il est bafoué non seulement dans quelques états répressifs du sud mais également, en toute bonne conscience, dans nos sociétés « avancées ». Les politiques néolibérales s'acharnent à restreindre ces droits, à faire du droit commercial, de la « concurrence libre et non faussée », le droit auquel tous les autres sont subordonnés. C'est pourquoi il est essentiel notamment dans cette période qui a révélé que la planète est dirigée par des escrocs, de faire les luttes pour les droits un axe fondamental d'action du mouvement altermondialiste.

Renforcer les luttes pour les droits et utiliser le droit au service des luttes .

Les actions du DAL, des Don Quichotte, d'Emmaus ont contraint le gouvernement à adopter la loi DALO (Droit au Logement Opposable) mais pas à l'appliquer. Aujourd'hui la lutte se développe sur deux axes, les occupations de logement vides et les batailles juridiques pour l'application de la loi. En l'occurrence le droit fournit des critères d'évaluation des politiques menées.

Des coordinations internationales peuvent venir appuyer les luttes pour le respect des droits dans des pays comme la Tunisie ou le Maroc qui pratiquent une répression impitoyable. Des délégations d'avocats, de citoyens, de magistrats se sont déplacées à plusieurs reprises d'Aix et de Marseille en Tunisie, pour d'une part témoigner des conditions d'application de la justice dans ce pays et pour soutenir la lutte des démocrates soumis à des pressions permanentes dans leur travail et leur vie quotidienne. L'envoi de ces délégations s'est aussi appuyé sur des mobilisations locales à Aix et Marseille.

La mobilisation du droit et l'approfondissement du droit sont pour le mouvement altermondialiste des objectifs stratégiques. Les droits des peuples et la lutte contre les dominations géopolitiques et les guerres marquent notre conception des rapports Nord-Sud. L'écrasement de Gaza sous les bombes israéliennes au mépris des nombreuses résolutions de l'ONU témoigne tragiquement de l'immensité des avancées nécessaires du droit international et de la nécessité impérieuse de très larges mobilisations mondiales.

Et le droit à la paresse ?

Paul Lafargue écrivait en 1880 « Pour qu'il parvienne à la conscience de sa force, il faut que le prolétariat foule aux pieds les préjugés de la morale chrétienne, économique, libre penseuse ; il faut qu'il proclame les Droits de la Paresse,qu'il se contraigne à ne travailler que trois heures par jour, à fainéanter et bombancer le reste de la journée et de la nuit. ». Chiche.

Bernard Lagune

Paradis fiscaux : leur responsabilité dans l'hémorragie fiscale des pays du sud, la corruption et les guerres.

La fuite des capitaux :

des fonds bien supérieurs à l'Aide Publique au Développement.

L'opacité des paradis fiscaux empêche de donner des chiffres précis mais des estimations sérieuses des seuls flux illicites s'évadant des pays du sud oscillent entre 500 à 800 milliards de dollars par an. Ces flux concernent la fraude fiscale mais aussi l'argent de la corruption et du crime. Quand on compare aux 100 milliards nécessaires pour réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015 selon les objectifs du millénaire on évalue l'ampleur des dommages humains causés par ce détournement de fonds permis par les paradis fiscaux.

Selon une étude de John Christensen de l'association Tax Justice Network pour 2007 : Cette fuite des capitaux vers les paradis fiscaux serait 5 fois plus grande que l'aide publique au développement. Mais Eva Joly va plus loin, elle estime que pour 1 euro investi en APD le monde en développement en retire 10 de façon illicite. Cette fuite des capitaux dans les pays africains de 1960 à 1990 a représenté 2 fois le montant de la dette selon les Nations Unies. D'après le CCFD pour la seule fraude fiscale les pays en développement perdent de 300 à 500 milliard de dollars par an ce qui correspond environ au montant du service de leur dette qui est de 456 milliards de dollars.

D'après ces comparaisons des flux financiers il apparaît clairement que : Le problème de financement des PED c'est moins de faire venir des fonds de l'extérieur que d'empêcher qu'ils sortent frauduleusement. Mais les gouvernements des pays les plus riches qui profitent de cette hémorragie ne veulent surtout pas tuer la poule aux oeufs d'or, et les Institutions Financières Internationales qui les soutiennent s'entêtent dans cette politique d'investissement extérieurs qui se solde par un simple pillage.

La fraude fiscale des entreprises multinationales, le mécanisme le plus fréquemment utilisé pour éviter de payer les impôts sur les bénéfices dans les pays où elles développent leurs activités est « la manipulation des prix de transfert ». Exemple cité

par Green Peace de la société d'exploitation forestière allemande Danzer : La société basée en RDC vend son bois illégalement trois fois en dessous du marché à une filiale située dans un paradis fiscal, la Suisse, où la fiscalité est très basse, (tandis que le complément de la valeur de la marchandise transite sur un autre compte offshore frauduleusement). 70% de la vente échappe ainsi aux autorités douanières de la RDC.

Par la suite la filiale suisse revend le bois avec un gros bénéfice peu taxé à d'autres filiales dans d'autres pays d'Europe. Pour ce groupe seulement la perte de la RDC a été évaluée à 7,8 milliards d'euros, soit 80% des investissements en santé publique pour une année. C'est de cette manière que la firme Exxon (qui déclarait en 2005, 36 milliards de bénéfice!), a pu pendant 23 ans éviter de payer le moindre impôt à l'état chilien sur l'exploitation d'une mine de cuivre. Cette fraude fiscale des multinationales représente de loin la principale source d'hémorragie fiscale pour les budgets publics des pays du sud : plus de 60% de la fuite des capitaux. Le gouvernement du Ghana estime qu'elle lui coûte 50% de son budget.

L'argent de la corruption et le rôle politico-mafieux des paradis Fiscaux :

Le cas des avoirs détournés par les dictateurs de pays du sud à des fins personnelles est l'exemple le plus frappant des montages financiers complexes qu'offrent les paradis fiscaux pour rendre quasi impossible l'identification des bénéficiaires des comptes. Les plus grands dictateurs n'auraient jamais pu détourner tant de milliards de dollars sans les paradis fiscaux et sans la protection que les grandes puissances leur accordent. Le seul Liechtenstein a permis de blanchir les recettes des pots de vin, trafics d'armes, caisses noires et fonds détournés d'Abacha au Nigéria, Mobutu au Zaïre, Bongo au Gabon, de l'entourage de Dos Santos en Angola. La Suisse mais aussi Jersey ont abrité les biens mal acquis de Marcos

(Philippines), Suharto (Indonésie), Traoré (Mali), Pahlavi (Iran) et bien d'autres.

Le cas de l'affaire Elf a bien montré comment les paradis fiscaux par l'opacité de leurs sociétés écrans ont joué un rôle politique criminel fondamentalement anti-démocratique : montage de coup d'état, corruption de gouvernants pour obtenir des contrats pétroliers juteux, trafic d'armes et même incitation à la guerre par la fourniture de ces armes aux factions opposées.

Lutte contre la fuite illicite des capitaux issue de la corruption et du crime :

Sous la pression des populations, des O.N.G et de certains gouvernements tout un arsenal législatif a été mis en place comme la Convention de Mérida qui permet l'expropriation des biens mal acquis. Mais ces procédures sont longues et coûteuses (17 ans pour Marcos) et les sommes restituées restent modestes : il n'y a eu que 4 milliards de restitués et 2,7 milliards de gelés. La règle de non-coopération judiciaire est de mise dans la plupart des paradis fiscaux. Le Luxembourg, le Liechtenstein, le Royaume uni répondent rarement aux demandes d'entraide judiciaire venant des pays spoliés. Les autres gouvernements sont aussi complices. La France n'a jamais rien restitué.

La lutte contre la fraude :

Malgré les déclarations vertueuses des dirigeants contre les paradis fiscaux, il n'y a pas de réelle volonté politique de s'y attaquer. Ainsi devant l'hostilité du Medef Bercy vient de renoncer en novembre, à imposer une taxe aux grandes entreprises qui ne justifieraient pas ou incomplètement leurs prix de transfert. Pourtant une règle de l'OCDE interdit déjà les contrats entre filiales à des prix inférieurs à ceux du marché. Seule source de modeste satisfaction la reconnaissance pour la première fois par l'ONU à Doha en décembre 2008 de l'ampleur et de l'impact de la fraude fiscale sur le financement du développement des pays dits pauvres mais plutôt pillés! Reste maintenant à passer aux actes !

Raymonde Lagune